

Terre nourricière au Mali **L'alimentation au Sud, manières d'agir**

Conférence du 11 avril 2006

Une première enquête nutritionnelle réalisée en 2004 en Côte d'Ivoire a donné lieu à une conférence en juin 2005 dans le cadre des Savoirs Partagés sur le diagnostic des pratiques alimentaires, une base pour agir en fonction de la problématique et du contexte. Un nouveau reportage a été réalisé fin 2005 au Mali, cette fois pour rencontrer plusieurs ONG et connaître le travail, les actions qu'elles mènent. Ces ONG ont également fait un diagnostic avant de mettre en place leurs actions.

Le sujet de ce soir sera les différentes manières d'agir afin d'améliorer l'alimentation de ses populations. Au travers de différents exemples et autour de la question fondamentale "Comment améliorer les conditions nutritionnelles ?", nous allons vous présenter plusieurs actions possibles. Au sommaire :

- a) Des projets de développement : l'accès à la base alimentaire et la diversification des cultures
- b) La fabrication d'un nouvel aliment et l'éducation nutritionnelle
- c) Des actions en contexte d'urgence
- d) La complémentarité et la superposition des actions d'urgence et de développement
- e) Débat sur la mise en place, la perception, la reconnaissance des actions.

Le Mali est un grand pays d'Afrique de l'Ouest, qui au niveau climatique, géographique se découpe en 3 parties : le Sud, un endroit assez forestier, le centre, un milieu sahélien, le Nord, le désert du Sahara. Il y a de nombreuses ethnies, et notamment au nord du pays, des nomades qui ont le teint très clair, les populations plus au sud sont sédentaires et ont le teint beaucoup plus foncé.

Deux chiffres importants sont à retenir quand on parle de malnutrition. Pour les enfants de moins de 5 ans, 40% ont un retard de croissance, c'est-à-dire qu'ils ont une taille très faible pour leur âge et cela révèle des carences alimentaires pendant leur croissance. Il s'agit de malnutrition chronique. Ce chiffre est bien supérieur au seuil de l'OMS fixé à 20% qui établit qu'au-delà, il y a problème de malnutrition. Au Mali, 10% des enfants de moins de 5 ans présentent des signes de maigreur ce qui est là encore supérieur au seuil de l'OMS qui est à 5%.

I) Accès à la base alimentaire et diversification des cultures (Kristell Trochu, écobiologiste, Terre Nourricière)

a) L'accès à la base alimentaire et le rendement des cultures

Les deux céréales de bases dont se nourrissent les Maliens sont le mil et le riz. Le mil est une culture sèche qui n'a pas besoin d'être irriguée contrairement au riz qui lui nécessite d'être près d'un fleuve ou en tout cas en zone irriguée. Il est donc plus compliqué à produire.

Une des problématiques est de faire en sorte que les Maliens aient accès à cette base alimentaire en tout temps et à des prix abordables. Certaines ONG se préoccupent de ce problème, notamment la branche Espagne d'Action contre la Faim qui apporte un soutien logistique et technique pour l'organisation de coopératives d'éleveurs dans le nord du pays.

Cette ONG travaille avec les nomades qui font de l'élevage mais ne cultivent pas de céréales et ont donc besoin de s'en procurer, d'en acheter. Elle a aidé à structurer des groupements d'achat de céréales et à organiser le stockage et la vente à des prix abordables.

Il n'est pas évident d'avoir des prix abordables toute l'année puisque le prix du sac de riz peut varier de 6.000 à 30.000 CFA en fonction des périodes, des années, des sécheresses, des ravageurs comme les criquets.

Outre les coopératives, il existe également les banques de céréales qui sont plus utilisées dans les villages où l'on produit la céréale. L'association Ille-et-Vilaine Mopti (AIVM) en a mis une en place et a aidé les agriculteurs à la structurer de manière à ce qu'ils puissent vendre et acheter leurs céréales au sein même du village

En période agricole, quand ils produisent le mil, les agriculteurs gardent une partie pour faire des réserves, et vendent l'autre partie dans cette banque pour avoir de l'argent, payer leurs dettes et faire face à différentes dépenses. Et quand vient la période de soudure, (période de fin des réserves de l'année précédente et la période d'attente des nouvelles récoltes) pour ces populations il y a un réel problème de faim puisqu'elles n'ont pas accès à des prix raisonnables. Elles vont alors pouvoir retourner au sein du village et accéder par cette banque à leurs propres céréales à un prix relativement intéressant.

Ces banques de céréales ont un autre avantage c'est qu'elles peuvent stocker des semences. L'accès aux semences est aussi problématique au Mali car il est difficile de trouver des semences en tout temps et de bonnes qualités qui soient adaptées au sol, au climat et qui n'arrivent pas complètement dégradées au moment de les semer. Différentes ONG comme La Vie, Terre et Humanisme s'intéressent à ses problèmes.

Il est également intéressant d'améliorer les rendements de ces céréales. Pour cela les Agriculteurs Français pour le Développement International soutiennent un animateur qui, au Mali, fait de l'appui technique et du conseil auprès des organisations paysannes : il va transmettre les nouvelles possibilités proposées par les gouvernements, les nouvelles variétés, il réalise des démonstrations, et fait du transfert de connaissances.

Par exemple (photo) Moulaye est venu en France plusieurs fois, a fait des échanges avec des agriculteurs français. Maintenant dans son village, il fait la promotion de techniques "plus développées" notamment des techniques de compostage (technique traditionnelle à la base) que l'on a amélioré pour être plus performante.

Il utilise aussi de nouvelles technologies. Ce qu'on entend par nouvelle technologie est par exemple (photo) le semoir qui, pour le village de Moulaye, est une technologie nouvelle, puisqu'ils plantent encore à la main et que l'idée d'utiliser un semoir n'est pas forcément acceptée par tous les agriculteurs. En l'utilisant, il convainc les populations et ceci permet de développer de nouvelles technologies au sein du village.

Moulaye est aussi paysan chercheur, cela existe au Mali : le Service Semencier National emploie des personnes pour expérimenter de nouvelles variétés de mil et de sorgho. Ils créent des parcelles pour déterminer les variétés les mieux adaptées au climat régional. Moulaye retransmet ensuite son savoir auprès des organisations paysannes et des producteurs.

b) La diversification des cultures

Les plats des Maliens sont surtout composés de céréales, mais il est nécessaire de les compléter par des légumes pour faire des sauces, pour accompagner, il est donc important de favoriser de nouvelles cultures.

L'association Ille-et-Vilaine Mopti a commencé il y a 20 ans à creuser des puits pour permettre l'accès à l'eau potable. Autour des puits, ils ont trouvé intéressant de développer d'autres projets et ils ont mis en place des jardins maraîchers.

On voit ici (photo) un périmètre maraîcher avec un puits autour duquel ils ont créé un système d'irrigation en étoile. Ceci évite aux femmes de porter l'eau sur la tête pour aller jusqu'à leur parcelle puisqu'il s'agit d'un périmètre d'un hectare. C'est un gain de temps et d'énergie de pouvoir faire couler l'eau le long des parcelles. L'eau arrive dans des réservoirs aux extrémités. Une clôture a été mise en place pour éviter aux bovins d'aller dans les parcelles. Les différentes petites parcelles ont été distribuées par le chef de village en concertation avec l'association Ille-et-Vilaine Mopti pour que tout le monde y ait accès.

L'association fait aussi des formations :

- d'une part l'alphabétisation : lire, écrire, compter et ainsi utiliser des outils de gestion pour faire en sorte que le périmètre maraîcher se pérennise
- d'autre part, des formations agricoles : la fabrication du compost, la découverte des nouvelles semences, de nouvelles pratiques.

Tout cela est un ensemble d'actions menées par l'association Ille-et-Vilaine Mopti.

Une autre ONG, Terre et Humanisme, fait la promotion de nouvelles pratiques maraîchères selon le principe de l'agroécologie et utilise la "Recherche Action" pour mettre en place un projet en vue d'améliorer l'alimentation et l'accès aux légumes. Ils créent des jardins et font des expérimentations.

Ils ont commencé par la lutte contre la désertification, puis ont continué par des formations en maraîchage et cela a donné lieu à la création d'un jardin expérimental. Au sein de ce jardin des femmes, des enfants viennent prendre des renseignements et s'intéressent aux nouvelles pratiques qui sont proposées.

Grâce à cette diffusion des savoirs, il y a eu essaimage des jardins, maintenant plusieurs groupes de femmes sont organisés et chacun d'eux possède son propre jardin à cultiver. Le but est l'autosuffisance alimentaire et l'autonomisation en semences.

II) Autres stratégies pour améliorer l'alimentation

(Hélène Pineau, nutritionniste spécialisée dans les pays en développement, Terre Nourricière)

a) La fabrication d'un nouvel aliment

Une autre stratégie pour améliorer l'alimentation de ces populations est la fabrication d'un nouvel aliment à savoir une farine infantile. Cette farine infantile s'appelle *misola* du nom de l'association qui l'a créée. Le but était de répondre à un besoin nutritionnel spécifique, pour les groupes de population les plus vulnérables, à savoir les jeunes enfants (notamment en période de sevrage), les femmes enceintes ou allaitantes.

Misola est depuis 1993 au Mali et travaille aussi dans d'autres pays comme le Burkina-Faso. Cette farine est composée de mil (MI), de soja (SO) et d'arachide (LA) provenant des productions locales. On y ajoute du sucre, du sel et un complément minéro-vitaminique. Cela permet aux mères de préparer elles-mêmes des bouillies ayant une bonne valeur nutritionnelle. On compte à travers le pays 18 unités de fabrications gérées par des équipes locales, en général un groupement de 10 à 100 femmes.

Certains de ces groupements étaient déjà en place et avaient déjà d'autres activités de développement. La fabrication de la farine est venue s'ajouter à leurs activités. Ceci entraîne aussi un développement économique puisque de nombreuses femmes y trouvent un emploi et que les agriculteurs vont produire le soja, le mil, l'arachide. Pour la fabrication on utilise des techniques adaptées à leurs moyens : nettoyage, séchage et grillage des céréales et des normes

d'hygiène sont à respecter. C'est donc toujours le même produit qui est vendu sous le nom de *mizola*.

Par exemple on voit ici (photo) un groupement de femmes qui travaillent en réponse à la commande d'une ONG. Les ONG commandent au "groupement *mizola*" et redistribuent en général ces farines dans des dispensaires ou des cantines scolaires.

b) L'éducation nutritionnelle

L'éducation nutritionnelle est une autre stratégie pour améliorer l'alimentation. Par exemple on fait de la promotion pour vendre la farine *mizola*, des démonstrations dans des villages, il y a une émission radio faite par les enfants pour conseiller aux gens de consommer du *mizola*, de la vente directe sur les lieux de production et dans des petites boutiques *mizola* et en projet la vente de *mizola* dans les dispensaires et dans les pharmacies.

Pour encourager la consommation de cette farine, l'éducation se fait aussi au niveau des mères avec des démonstrations dans les maternités et surtout on leur montre comment respecter les normes d'hygiène pendant la préparation. L'éducation se fait également au niveau des enfants dans les écoles.

Un autre projet a été réalisé avec les "mamas lumières" : ce sont des femmes formées en matière de santé et d'hygiène pour assurer le suivi des enfants de leur quartier ou de leur village. Elles font des cours sur la préparation des aliments qui sont adaptés aux besoins des enfants. Et lorsqu'il y a un rassemblement, une fête (mariage, baptême...), elles viennent et informent sur l'alimentation, l'hygiène. Elles réalisent aussi un enregistrement régulier de la taille et du poids des enfants de moins de 5ans de leur quartier. Ceci permet de détecter les enfants malnutris, puis elles organisent une formation culinaire de 12 jours pour les mamans de ces enfants.

Ceci permet à court terme aux enfants de bénéficier de repas équilibrés pendant 12 jours et à moyen et long terme de faire connaître à ces mamans les règles de base pour alimenter correctement leur enfant.

III) Les actions en contexte d'urgence

(Yves Kameli, ingénieur d'étude à l'IRD

ex volontaire et administrateur d'Action contre la Faim)

En Afrique on dit toujours que le problème à régler, c'est l'alimentation et surtout la faim. Pour chiffrer un peu la situation, on estime qu'il y a dans le monde 850 millions de personnes qui souffrent de la faim au sens large (malnutrition chronique, carence en vitamines et oligo-éléments), mais aussi de maigreur. Environ 30 millions de ces personnes souffrent de la faim parce que la situation est considérée comme situation d'urgence, et si cela ne représente qu'une petite partie, c'est très important.

Les actions mises en place sont des actions qui n'ont rien à voir avec des actions de développement. Quels sont les contextes d'urgence, d'intervention ?

- les guerres : en Somalie, Éthiopie, Libéria, Sierra Léone, Soudan, Rwanda...
- les famines dites structurelles ou politiques qui n'éclatent pas nécessairement en période de guerre mais qui sont un peu latentes et qui éclatent au grand jour parce qu'on les médiatise ou parce que la situation fragile bascule dans l'urgence. Il y a eu l'Éthiopie en 1974-84, le Bangladesh à la suite des inondations, plus récemment et encore le Niger, et j'ai ajouté la Corée du Nord où la famine n'est que politique ;

- les catastrophes naturelles qui amènent une déstructuration des marchés locaux et donc à des problèmes de nutrition d'urgence.

Pendant le Tsunami on a très peu parlé de problèmes de malnutrition, de distribution alimentaire. Les pays concernés ont pu faire face au problème alimentaire; il y a eu beaucoup de morts mais il n'y a pas eu de famine ; on ne peut donc parler de situation d'urgence alimentaire. Bien sur, la crise alimentaire peut être liée à plusieurs facteurs et plus c'est imbriqué, plus c'est compliqué à gérer.

Pour mémoire je vous liste un bref historique des crises alimentaires :

- 1968: le Biafra, où Bernard Kouchner est intervenu dans le cadre du CICR, puis en décidant de créer Médecins sans Frontières, la première ONG française en terme d'importance, encore aujourd'hui ;
- 1974: l'Éthiopie qui a été une crise importante mais pas médiatisée ;
- 1980: Bernard Kouchner qui n'était plus d'accord avec MSF, fonde Médecins du Monde et d'autres personnes créent Action contre la Faim (dont je suis ancien volontaire)
- 1984: l'Éthiopie, une crise très médiatisée ;
- le Soudan, une crise permanente qui dure encore, une grosse opération avec l'aide alimentaire qui alimentait les populations du sud du Soudan, (pas le Darfour), c'était une opération énorme, toute la logistique se faisait par avion, car Khartoum n'autorisait pas les convois de camions ; cela a représenté un coût énorme ;
- 1991: la Somalie, avec les premiers débarquements des Américains sur les plages de Somalie, une crise qui correspond à un tournant dans l'humanitaire ;
- 1994: la grosse crise du Rwanda avec de fortes répercussions sur la République Démocratique du Congo ;
- 2000 : la Corée du Nord, la première distribution alimentaire, dans un contexte politique tendu et le marchandage alimentaire ;
- 2001 : le Darfour et ça continue...
- 2005 : le Niger ;
- 2006 : le Kenya, la Somalie.

La malnutrition aiguë dont vous a parlé Hélène Pineau, c'est la maigreur. Ce sont des enfants très maigres par rapport à leur taille et cette maigreur est due à un manque brutal de nourriture, donc la famine. Cela touche en général l'ensemble de la population mais surtout les personnes les plus vulnérables, en premier les enfants, mais pas seulement.

Il y a deux formes de malnutrition aiguë, la maigreur extrême et le *kwashiorkor*.

On ne connaît pas vraiment le développement réel de l'une et l'autre de ces pathologies, mais il est sûr que cela a des conséquences sur le moyen terme pour le développement de l'enfant. Il est donc très important d'intervenir afin d'améliorer la situation dans ces cas.

Deux exemples (photos), la maigreur extrême d'un enfant en Somalie ; le *kwashiorkor*, un petit peu moins choquant car l'enfant ne paraît pas maigre mais les extrémités, les mains et les pieds ont des œdèmes, signe de malnutrition aussi grave que la maigreur extrême. Les conséquences de cette malnutrition sont d'une part, un risque de mortalité très élevée d'où l'importance d'intervenir très rapidement, d'autre part, des retards psychomoteurs réversibles pour la maigreur et le *kwashiorkor* s'ils sont pris à temps.

Le traitement de cette malnutrition est bien sûr une prise en charge nutritionnelle. Il faut re-nourrir ces enfants mais pas seulement, il faut aussi un traitement médical car ils sont malades. On organise des distributions générales à toute la population si c'est possible ou

utile, sinon sur des groupes vulnérables. On ouvre des centres de nutrition, de différents types selon la gravité de la malnutrition.

On fait du traitement ambulatoire, on essaie de nourrir les enfants ou les personnes vulnérables chez elles, pour éviter un déracinement encore plus important de ces populations, car il s'agit souvent de camps de réfugiés, de déplacés ou des populations très fragiles au niveau social. Le traitement ambulatoire, quand il est possible, permet de garder un lien familial et social. On peut aussi, quand le pays n'est pas totalement déstructuré, utiliser des centres de santé et les campagnes de vaccination.

Il ne faut pas oublier de mettre en place ce qui va permettre d'améliorer l'environnement de l'enfant en matière d'hygiène, relancer dès que possible le développement et la possibilité d'avoir à nouveau accès à l'agriculture pour pouvoir s'alimenter correctement.

Concernant l'apport alimentaire, on distribue des rations équilibrées, souvent données par les grandes organisations internationales comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM). On essaie de distribuer des aliments qui correspondent aux habitudes alimentaires pour ne pas déstructurer plus le marché local quand il existe encore, par exemple des céréales, de l'huile et des légumineuses pour les protéines, mais rarement distribution de sel. Cela pose des problèmes de logistique et de disponibilité alimentaire car les organismes sont tributaires des dons, que se soit des dons en nature ou d'argent pour acheter sur le marché mondial ou local aussi paradoxal que cela puisse paraître.

Quelles sont les populations les plus vulnérables ? En premier, les enfants comme ici au Rwanda (photo) : une distribution de nourriture ciblée, préparée et distribuée sur place pour éviter la dispersion dans la famille et pour toucher les enfants qui en ont le plus besoin. Puis les femmes enceintes et allaitantes mais aussi les personnes âgées qui subissent aussi les situations de crise, de guerre. La déstructuration de la population fait que la société africaine, normalement très solidaire, l'est moins dans ces situations.

Dans les centres de nutrition, on utilise un seuil de détection pour la maigreur de l'enfant, inférieur à 70 % du poids normal pour sa taille : c'est un enfant décharné. Malgré la gravité de la situation, cela réversible mais passe nécessairement par un traitement médical systématique et l'utilisation de produits nutritionnels adaptés qui n'ont rien à voir avec les produits que l'on trouve sur place. Ce sont nécessairement des produits importés qui sont bien conditionnés, calibrés pour ce type de situation, c'est une intervention très spécifique. Il faut aussi vacciner, réhydrater, car un enfant qui attrape une diarrhée, en France il peut tenir quelques jours, mais dans ces situations il meurt en quelques heures.

Les autres possibilités sont l'hospitalisation lorsque la structure existe (on utilise de préférence celles qui existent), ou la prise en charge à domicile si le cas n'est pas trop grave. Sinon il faut d'abord traiter dans un centre médical, ensuite on peut traiter à domicile.

Dans ces situations où les enfants meurent de faim, on les soigne, on va les re-nourrir, mais en plus de la prise en charge médicale, nutritionnelle, il faut aussi une prise en charge psychosociale et psychologique qu'on a eu tendance à oublier au début : les enfants entraient, on les soignait et ils ressortaient. On s'est rendu compte que pour améliorer la croissance des enfants, il fallait en plus la stimuler par le jeu, il fallait leur permettre d'avoir aussi un environnement psychosocial et de stimulation ; de plus en plus, les centres prennent en charge ce type d'actions.

La logistique a une importance considérable quand on parle d'alimentation car en situation d'urgence, quand on fait de la distribution générale au niveau d'une population, cela veut dire

de gros volumes de nourriture. Par exemple un camp de réfugiés en Tanzanie en 1994 après la crise du Rwanda, c'est 300.000 personnes installées en moins d'un mois dans un endroit où il n'y avait rien, et qui est devenu la 2ème ville du pays. C'est une logistique monstrueuse à mettre en place, mais malgré la situation catastrophique dans laquelle se trouvent ces populations, les grandes organisations, les ONG, ne peuvent faire l'économie de la qualité de la nourriture distribuée c'est-à-dire faire attention à la qualité, au conditionnement, et cela implique aussi des personnes formées au stockage, à la manipulation, à la distribution.

Quelles sont les contraintes en matière de logistique ? On peut amener la nourriture par la route quand le gouvernement l'autorise (au Soudan c'était impossible), mais on est tributaire des saisons car il suffit d'un orage et les camions sont bloqués pendant plusieurs jours. Il faut passer les frontières, c'est difficile, c'est lent. Et par bateau en cas de crise soudaine, cela demande trop de temps. Dans l'opération Kouchner "Riz pour la Somalie", avec du riz récolté dans les écoles à grands frais, à grand coup médiatique, le bateau a mis plusieurs mois avant d'arriver au large des côtes somaliennes, et une bonne partie du riz avait été contaminé, on en a distribué un peu mais cela a mis trop de temps.

L'accès par avion est rapide mais coûteux. Par exemple, l'opération "Life line Soudan " a coûté un million de dollars par jour pour acheminer les stocks par avions, et distribuer la nourriture à quelques milliers de personnes. C'est énorme et cela suppose des autorisations, des pistes praticables et des disponibilités en avions.

Un des problèmes quand on parle d'alimentation c'est l'eau, l'accès à l'eau. Dans les situations d'urgence, l'alimentation et l'eau sont liées : on peut distribuer du maïs mais il est immangeable s'il n'est pas cuit. De plus, l'eau dans un camp de réfugiés de 300.000 personnes est rapidement contaminée, épuisée. Souvent les populations se regroupent autour d'un lac, d'une petite rivière, et 300.000 personnes vident un lac. Cela implique des contraintes logistiques lourdes quand l'eau n'est pas disponible sur place. Au Soudan, l'eau venait par avion avec la nourriture. L'eau est souvent le facteur limitant des interventions.

Un autre problème est le bois-énergie. Il est indispensable pour faire cuire les aliments, et 300.000 personnes qui débarquent dans un pays comme la Tanzanie, sans rien, ont besoin de bois. Ils déboisent au détriment des populations locales, cela crée des tensions qui peuvent aller jusqu'à la guerre, au conflit armé. Ne pas avoir de bois à proximité augmente encore la charge de travail des femmes, population déjà vulnérable. Cela a un impact négatif sur les écosystèmes, sur l'environnement du pays qui accueille cette population. A plus long terme il y a un impact sur les populations locales et l'environnement car qui dit déboisement, dit érosion et donc à moyen et long terme des problèmes pour pouvoir cultiver pour les populations locales.

Dans l'action humanitaire, qu'elle soit alimentaire ou pas, le but premier est de sauver des vies, et quel que soit le type d'action, les ONG doivent avoir des principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité avec tous les problèmes que cela pose quand on distribue de la nourriture dans un pays comme le Rwanda : à qui la distribuer ?

Et il faut aussi témoigner de ce qui se passe partout ; on peut se poser la question de savoir s'il faut témoigner au risque de ne pas pouvoir distribuer la nourriture. Par exemple au Darfour il y a eu beaucoup de débats dans les ONG, on se demandait s'il fallait se taire pour pouvoir agir et distribuer.

IV) Superposition et complémentarité des actions d'urgence et de développement

Il y a donc deux types d'action, celles liées au développement et celles liées à l'urgence. Il faut savoir que c'est un réseau d'actions assez complexe. Il y a différentes méthodes pour agir et différentes structures.

Il y a des institutions internationales comme l'OMS qui est là pour soutenir le gouvernement à élaborer des normes, des cadres pour que les ONG puissent agir dans le même sens. Par exemple, les ONG vont signer des accords avec le gouvernement malien pour faire certains travaux. Il y a aussi des institutions internationales qui sont plus opérationnelles telles que PAM. Il y a aussi des ONG, des associations, des coopérations qui fonctionnent au niveau opérationnel, à un niveau local, national ou régional. Mais surtout, ce qui est important en termes de développement, c'est qu'il y ait implication des populations locales. Un projet de développement réussi est un projet qui implique les populations concernées.

Autre point important : la superposition, la complémentarité des actions de développement et des actions d'urgence. Le PAM par exemple, institution créée par l'ONU qui apporte des vivres en cas de crise alimentaire, commande des vivres dans les pays du nord ou effectue des achats d'aliments locaux (comme des sacs de farine *misola*). Il assure aussi des supports aux projets de développement. Dans le cadre des axes d'intervention comme "Vivres contre travail" ou "Vivres contre formation", le PAM apporte des vivres pour soutenir des projets comme la mise en place d'un barrage qui nécessite de la main d'œuvre. Pour faire venir des travailleurs sur un barrage, on les paie en vivres pour leur permettre de nourrir directement leurs familles.

Le PAM aide aussi les centres de santé, fait des dons d'aliments adaptés aux jeunes enfants, aux femmes enceintes, aux mères allaitantes. Il mène aussi des programmes d'éducation nutritionnelle et d'alimentation scolaire, et dans le cadre de développement du pays, il aide à l'éducation, il apporte des vivres pour les cantines et participe à la stratégie d'encouragement à la scolarisation, notamment celle des filles. Les filles qui vont régulièrement à l'école reçoivent chaque trimestre 8 litres d'huile et cela marche. Les parents en profitent si leur enfant va à l'école. Ceci nous montre la complexité des réseaux.

Concernant la superposition des actions d'urgence et de développement, prenons l'exemple d'Action contre la Faim qui normalement s'occupe des programmes de sécurité alimentaire donc de développement. Depuis 1996, ils créent des coopératives agricoles au nord du Mali et font de l'éducation nutritionnelle. Mais en 2005 pendant notre séjour, il y a eu un programme d'urgence, le programme ECHO sur des fonds européens. Il a fallu distribuer des aliments aux enfants malnutris et ouvrir des centres de re-nutrition. Dans ce cadre, Action contre la Faim qui avait déjà des petites équipes en place pour le développement, a fait venir des nouvelles équipes parce que le contexte était particulier avec la sécheresse, les ravageurs, et des coopératives qui n'arrivaient plus à assurer les besoins en riz. Il a fallu mobiliser des nouvelles techniques et se réorganiser complètement. Des aliments ont été importés, car il fallait des aliments spécifiques, et Action contre la Faim utilisait de la farine *misola* achetée à une unité de production à GAO. Mais pendant cette période d'urgence, cette unité ne produisait plus, n'avait plus de commandes et les femmes ne travaillaient plus.

Ce sont des choses difficiles à gérer pour les ONG face aux partenaires qui ne comprennent plus. En effet des coopératives travaillent depuis des années pour fournir des céréales à un prix abordable et du jour au lendemain le même organisme leur dit que, cette fois, le riz sera donné gratuitement ; c'est difficile à comprendre, et décevant pour eux. Il a fallu discuter longuement, faire des réunions, expliquer qu'ils n'étaient peut-être pas capables de faire face à la situation telle qu'elle était. En fin de compte les coopératives ont elles-mêmes décidé d'aider au stockage.

Dans cette action d'urgence avec Action contre la Faim, tout s'est à peu près bien déroulé mais cela donne une petite idée des problèmes que peut poser cette superposition.

Réactions des invités

Robert Morez, consultant en agroécologie (CARI)

Anita Pellegrinnelli, coordinatrice des projets au Mali (Terre et Humanisme, association de Pierre Rhabi, Ardèche)

Anita Pellegrinnelli : notre préoccupation principale est l'agroécologie pour une autonomie alimentaire, on se situe donc en amont et en prévention. Ce qui a été décrit est un bon résumé de tout ce que l'on peut vivre sur place, avec toutes ses réalités et toutes ses difficultés de coordination, et l'ensemble des bonnes volontés et des structures qui viennent sur place.

Ce qui pour nous paraît central, qui a juste été évoqué, est l'implication des populations, permettre aux gens d'être, en permanence, acteur de leur vie. Il est important d'être très respectueux de leurs cultures, de leurs rythmes, de ce qu'ils vivent, et de les accompagner dans le changement.

Robert Morez : j'ai commencé ma carrière en recherche agronomique outre-mer et j'ai quitté la recherche pour devenir agriculteur ; j'ai eu l'occasion de rencontrer Pierre Rhabi en 1978 lorsque je travaillais pour l'insertion de réfugiés laotiens dans le sud de l'Ardèche. Nous sommes devenus amis et avons travaillé ensemble en Afrique au Burkina-Faso.

Actuellement je suis retraité, administrateur de l'association CARI et je discutais encore cet après-midi des problèmes dans les oasis du Sud marocain. Il s'agit d'un programme de réhabilitation et je rejoins tout à fait Anita Pellegrinnelli sur l'idée que la première chose à établir dans les actions de développement, ce sont les rapports humains, contrairement aux situations d'urgence où il faut beaucoup de moyens et ne pas perdre de temps. Au niveau du développement, on essaie d'abord de rencontrer les gens et de savoir ce que l'on peut faire avec eux.

Avec le CARI, nous travaillons depuis 6 ans à la frontière algéro-malienne, sur des problématiques extrêmement complexes puisque les Touaregs, pour de multiples raisons (politiques, économiques, de désertification) sont obligés de se sédentariser. On leur a appris à protéger les bords de l'oued, riche en alluvions, en matières organiques, parce que soit il n'y a pas d'eau, soit il y en a trop et les cultures situées au bord peuvent être emportées par une vague de deux à trois mètres de haut. Pour cela, nous avons dû importer un peu de fil de fer pour construire et installer des gabions le long des berges de l'oued pour éviter que tous les jardins que l'on apprend à faire ne soient emportés lors des crues.

Mais nous essayons toujours de nous baser sur les techniques traditionnelles, sur ce que font les agriculteurs locaux. J'ai par exemple mis au point une technique de "buttes sandwichs" dont j'ai trouvé les prémices en Tunisie, en voyant des fellas faire la culture du melon dans des tranchées comblées de racines de cactus et de terre (les racines de cactus sont riches en eau, en azote, en fibre,...). Les melons poussaient très bien dessus. J'ai également vu que dans les Cévennes, on cultivait aussi de cette manière, en enterrant des fagots de buis. Il s'agit donc d'améliorer des techniques traditionnelles sans les rejeter et ne pas arriver en "jouant les technocrates".

L'agroécologie est un principe humaniste, basé sur l'être humain, sur la rencontre des gens pour savoir ce qu'ils font, et discuter avec eux de ce qu'ils en pensent. Cela prend du temps, c'est une approche différente des situations d'urgence.

Différents domaines ont été abordés, les aspects nutritionnels, les interventions des ONG, l'éthique des modes d'intervention, ce que cela représente pour nous, pays du Nord, et

certaines personnes dans la salle peuvent maintenant poser des questions et obtenir des éclaircissements sur certains points.

Questions et remarques du public

Comment se passe concrètement la coordination des ONG sur le terrain, comment apprennent-elles à fonctionner ?

Terre Nourricière : ce que l'on peut remarquer sur le terrain c'est qu'il n'y a pas réellement de coordination entre ONG. Il existe, dans chaque région du Mali, un bureau de coordination des ONG chargé de faire le lien entre les diverses ONG, or peu de gens s'y présentent. La plupart des ONG ne font pas connaître leurs activités aux autres et cela pose problème. A chaque fois que l'on arrivait dans une nouvelle ONG et que l'on discutait de leur projet, souvent on nous parlait d'une idée sans trop savoir comment s'y prendre pour la mettre en œuvre. Par exemple, un projet était de monter une petite unité de production de farine infantile, et nous, avec notre expérience à Misola, nous leur avons expliqué qu'il existait déjà des fabriques, que des femmes y travaillaient et que certaines des techniques étaient déjà utilisées. Cela veut dire que bien souvent ils ne prennent pas le temps d'aller voir ce qui se passe autour. Il y a donc une perte de temps et il est nécessaire d'aider à cette coordination, et de faire connaître les ONG entre elles, d'informer sur ce qui est fait dans le pays.

Terre et Humanisme : avec l'expérience, conscient que cette pléthore d'ONG crée parfois le trouble autour d'un programme, nous avons proposé en premier lieu aux habitants du village près de GAO de se constituer en association. En effet, il y a de nombreuses associations villageoises, de nombreuses ONG qui passent, qui viennent et chacune apporte sa bonne idée. Nous avons donc proposé la création d'une association fédératrice, qui est notre partenaire.

A partir de là, nous avons construit un programme de développement basé sur l'autonomie alimentaire avec la création de jardins que nous appelons unités de production agroécologiques autonomes avec un point d'eau, une clôture, du compost, la présence d'animaux et naturellement le potager. Toutes ces associations travaillent en lien avec l'association fédératrice qui a son centre de formation et ce jardin expérimental dont a parlé Kristel Trochu, avec un projet de banque de semences.

Puis d'autres choses se greffent. On a parlé de la malnutrition des enfants, du problème de la santé, comme vous l'avez dit, ACF est venu sur place former les "mamas lumières", a mis en place des choses, mais compte tenu de leur besoin d'urgence ils sont partis du village. Quand ils sont partis, les mamas lumières étaient désœuvrées, il y avait un problème d'organisation. Nous avons donc travaillé avec eux, une autre association s'est créée, Ka Hagna (qui veut dire "bien manger" en *songhai*) pour soutenir ces femmes qui ont déjà appris à travailler mais ont besoin de s'organiser, et cela est toujours en lien avec l'association fédératrice. A chaque fois qu'une nouvelle idée arrive, elle est étudiée par l'association centrale qui se positionne sur l'intérêt ou non du programme.

Le PAM est également venu proposer une aide : puisque nous travaillons dans une optique d'autonomie, un programme anti-érosion a été mis en place. Les hommes qui y travaillent sont payés par cette aide alimentaire etc. Voilà les différentes actions pour tenter de mettre en place une organisation autour de ce village de 8.000 habitants et pour coordonner de manière très artisanale l'arrivée des ONG.

Robert Morez : l'autosuffisance alimentaire est pour nous le premier pas vers un développement autogéré. Le fait de manger à sa faim est fondamental, mais ce que nous

essayons aussi, au CARI comme dans d'autres associations, c'est de promouvoir un certain commerce, local d'abord, mais qui peut s'insérer dans le cadre du commerce équitable, jusqu'à l'exportation vers les centres urbains du pays ou même à l'étranger. Car le problème qui se pose est également là. Actuellement, en Europe occidentale, aux États-Unis, l'agriculture mécanisée qui a demandé énormément de capitaux est obligée d'exporter pour survivre. Cette concurrence est inégale pour un paysan malien qui produit du mil ou mieux encore du coton, les Africains produisant le meilleur coton au monde. Mais les Américains subventionnent, pour des raisons politiques, ce qui reste d'agriculteurs car dans nos pays l'agriculture ne permet pas aux agriculteurs de vivre de leurs produits.

Dernièrement j'ai rencontré un ami agriculteur qui, avec 600 hectares de petite terre en Haute-Marne, me disait que le prix d'achat des céréales ne lui permet pas de vivre ; il survit grâce aux subventions de la communauté européenne.

Ce n'est pas normal, il ne faudrait pas que les pays du Sud remplacent le travail par le capital, par des machines, car ils vont tomber dans les mêmes travers. Il faut qu'en Afrique, sans parler de protectionnisme, il y ait des barrières douanières. Quand on met en concurrence cette agriculture exportatrice qui ne représente que 10% du commerce mondial, on élimine automatiquement, en schématisant à peine, tous les agriculteurs du Sud. C'est un vrai problème. Et la concurrence concerne aussi bien pour les produits non alimentaires que pour les produits alimentaires, comme on l'a vu pour le riz.

Pourquoi les possibilités de mécanisation sont-elles rejetées, est-ce un rejet du modernisme, un rejet d'aide extérieure?

Terre Nourricière : il ne s'agit pas d'un rejet des nouvelles technologies mais il faut déjà y être sensibilisé, voir comment fonctionne le voisin. Il y a aussi la question des moyens, on se dit que les nouvelles technologies vont coûter plus cher, que l'on a toujours fonctionné sans, que ce n'est pas si mal, alors pourquoi utiliser autre chose. On est toujours surpris par les nouveautés, il faut le temps de voir d'autres personnes ayant fait l'essai pour se dire : "moi aussi je vais l'utiliser". Moulaye le paysan nous disait : "quand ça ne fonctionne pas, les gens se moquent, et quand ça fonctionne, les gens passent derrière son champ pour comprendre ce qu'il a bien pu faire pour avoir un si beau mil cette année". Par contre les gens ne viennent pas poser directement des questions, ils observent, le temps de voir si ça marche ou pas, et cela prend nécessairement plus de temps.

Anita Pellegrinelli : à travers le monde, au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, nous sommes tous des humains qui ont peur de l'inconnu. Nous n'avons peut-être pas conscience du décalage entre notre niveau de technologie et ce qui est vécu dans les villages, ce sont des mondes différents. Il y a du chemin à faire pour aller d'un point à un autre, et que les sauts sont parfois destructeurs. S'approprier la connaissance, la nouveauté, dépend du rythme de chacun, de ses capacités, qu'il est de notre devoir de respecter.

Sur le terrain, ne rencontrez-vous pas une part de colère de la part des populations, des discussions au sujet de leurs conditions de vie, des difficultés agricoles ? Il est effectivement important de le souligner, beaucoup de personnes qui travaillent en milieu paysan, en Afrique particulièrement, ont été confrontées à ces mouvements d'humeurs ou à ces réactions, parfois vives, des populations lorsqu'on cherche à travailler avec elles.

Terre Nourricière : j'ai l'impression que les gens qui s'expriment, vont plutôt transformer cette colère en dynamisme pour créer des activités, je ne me souviens pas avoir rencontré de personnes en colère, il est plutôt question soit de fatalité soit de dynamisme.

Robert Morez : des amis africains m'ont dit un jour et avec le sourire « Il faudrait quand même que nous, nous puissions consommer un peu plus mais que vous, vous gaspilliez un peu moins », d'autant que l'on sait que 20% seulement de la population mondiale utilisent 85% des ressources de la planète.

Dans le cadre des missions d'urgence, quels sont concrètement ces aliments spéciaux dont vous parliez ?

Yves Kameli : quand on fait de la re-nutrition d'urgence, qu'on utilise un traitement médical et nutritionnel pour re-nourrir ces enfants qui sont dans un état de maigreur extrême, cela ne sert à rien de les nourrir avec des bouillies quelconques, cela les tueraient aussi sûrement que si on ne leur donnait rien. Il existe des techniques de re-nutrition à base de blé. Ce sont des laits enrichis, le mélange de base est du lait en poudre, de l'huile et du sucre, en proportion calculée pour qu'il soit adapté à la situation de l'enfant

Quand ces produits n'existaient pas en sachet comme maintenant, ils étaient préparés à la main c'est-à-dire que lorsqu'on arrivait dans un centre on prenait un peu de lait, un peu d'huile, un peu de sucre, on touillait le tout et on faisait cuire. C'était un peu la préhistoire de l'humanitaire en matière de re-nutrition d'urgence. Maintenant, ce sont des sociétés qui produisent ces laits conditionnés dénommés F75 ou F100, ils sont maintenant enrichis en vitamines et minéraux, compléments indispensables pour rééquilibrer ces enfants et leur permettre d'avoir une croissance assez rapide.

Ces produits sont beaucoup plus utiles que ceux qui existaient auparavant. Surtout ils présentent un gros avantage en matière de logistique car ils sont stockables et sont pratiquement invulnérables au soleil ou à l'humidité. Ils sont très bien conditionnés, c'est un énorme progrès et cela permet de nourrir beaucoup plus d'enfants et dans de meilleures conditions.

N'y a-t-il pas dépendance vis-à-vis de ces aliments spécialisés de re-nutrition aux capacités existantes dans les pays qui en ont le plus besoin ?

Yves Kameli : ces produits-là ne sont pas produits sur place, c'est impossible. Ce sont des produits de haute technologie, ils sont produits en Europe, aux États Unis, ils sont achetés et importés par les organisations humanitaires. Ces produits sont utilisés dans un but thérapeutique, ce ne sont donc pas à proprement parler des aliments, on parle plutôt d'aliments pour utiliser un terme à la mode. Ils sont utilisés sur des populations de petite taille, sur des enfants sévèrement malnutris, et à court terme. Il n'y a donc pas de dissémination sur les marchés et ce sont des produits qui coûtent extrêmement chers. Ils ne détruisent pas forcément les structures locales.

Le cas dont parlait Kristell Trochu tout à l'heure est un cas un peu particulier. Effectivement la crise alimentaire, l'urgence et le développement se sont télescopés et quand il a fallu renourrir des enfants avec des produits spécifiques de re-nutrition, donc importés, les commandes d'aliments normaux ont à l'évidence chuté. En règle générale, ces produits disparaissent quand la crise disparaît.

Robert Morez : j'ai eu l'occasion de travailler avec Mr Fox, chercheur américain qui a contribué à faire connaître la spiruline (une pro algue alimentaire), et depuis des digesteurs ont été mis au point pour enrichir l'eau en gaz carbonique pour la production de la spiruline. Malheureusement on retrouve la spiruline surtout dans les pays riches, comme complément alimentaire, et un petit peu moins dans les pays qui en auraient le plus besoin c'est-à-dire là où il y a le *kwashiorkor*, qui est à priori surtout dû à un manque de protéine.

Yves Kameli : c'est un peu plus compliqué que cela, on ne rencontre pratiquement pas de *kwashiorkor* en situation normale. Un pays comme le Niger avait, avant la famine, le même taux de malnutrition qu'aujourd'hui. Ça peut paraître étonnant, et on peut se dire qu'il y a quand même un problème.

En situation de malnutrition chronique très élevée comme au Mali avec 40% de malnutrition chronique, 10% de malnutrition de maigre, le *kwashiorkor* est pratiquement inexistant. Il apparaît à des périodes très spécifiques, par exemple au moment du sevrage, quand l'enfant passe de l'allaitement à l'alimentation de complément et où justement il est en situation de stress. C'est pour cela qu'on le voit apparaître plutôt en situation d'urgence. Il y a probablement un dérèglement protéinique à la base, physiologiquement, mais il ne se révèle pas forcément à cause de cela, c'est assez complexe.

La spiruline est produite au Tchad et au Burkina-Faso, qu'en est-il, quelles actions sont menées ?

Terre Nourricière : la spiruline est originaire du lac Tchad. Je ne sais pas si elle est récoltée ou produite sur place, mais il est possible de la produire en bassin. Certaines associations ont construit des bassins de production pour permettre à la population d'y accéder mais cela nécessite un technicien formé pour la mise en place et la gestion des bassins. On a rencontré quelqu'un à Tacharane qui a mis en place plusieurs bassins avec une association française ; le technicien est là en permanence pour surveiller la production et assurer la récolte. Certaines personnes du village l'aident et peuvent en récolter, en donner à leurs enfants ou en mettre dans le plat commun. C'est donc quelque chose qui fonctionne quand le technicien est là, quand quelqu'un reste sur place. Mais, bien souvent il y a des problèmes, parce qu'on ne forme pas suffisamment la personne, qu'elle ne voit pas trop l'intérêt économique, humanitaire ou quand il n'y a pas suffisamment de moyens pour s'en occuper. Les bassins tombent en décrépitude, et le projet s'arrête rapidement. La spiruline est difficile à produire, cela nécessite beaucoup d'entretien.

Est-ce qu'on produit de la spiruline dans les pays du sud ?

Oui. On en produit dans plusieurs endroits. Il y a une unité de fabrication en Côte d'Ivoire, une personne la produit à titre expérimental, en donner dans des centres de re-nutrition, surtout pour faire des tests et certaines pharmacies en achètent.

Au niveau nutritionnel, c'est un produit qui peut paraître extraordinaire mais nous avons constaté que dans les endroits où il est produit, cela reste très cher et stagne au stade expérimental. La spiruline a été découverte depuis 30 ans déjà au Lac Tchad et il est tout à fait possible d'en produire ailleurs, au fin fond de l'Afrique, mais pour l'instant elle n'est pas accessible aux personnes qui en ont le plus besoin, sauf quand il s'agit de don. Pour l'instant au niveau durable rien de très convaincant.

La spiruline paraissant adaptée à résoudre les problèmes de nutrition, pourquoi les ONG ne s'y intéressent-elles pas et n'essaient pas de mobiliser les populations à sa production ?

Anita Pellegrinelli : comme nous l'avons vu, la spiruline est très complexe à produire sur le terrain et par rapport à l'idée même d'autonomie, cela pose quelques problèmes. Actuellement, on s'intéresse au *moringa*, un arbre dont les feuilles auraient des valeurs nutritionnelles équivalentes à la spiruline. L'intérêt est qu'il pousse très facilement dans ces

régions-là. Il pourrait donc être exploité facilement et de manière beaucoup plus autonome que les bacs à spiruline.

Robert Morez : un autre problème, ce sont les habitudes alimentaires, il est parfois extrêmement difficile de les faire changer. En 1991 j'avais été envoyé par Frères des Hommes dans une oasis du sud de la Mauritanie pour développer la technique de culture sur butte et produire des légumes, mais les gens se nourrissaient surtout de mil et de sorgho. Pour cultiver, après la pluie, les gens utilisaient un petit barrage de 1,5 mètres de haut et de 300 de long où l'eau stagnait et au mois de novembre avec un bâton à fouir, on semait les graines.

Les gens se nourrissaient d'un peu de viande, il y avait un petit troupeau de moutons et de chèvres mais ils se nourrissaient principalement de mil. Ils ont cultivé les légumes mais ne les ont pas consommés : ils sont allés vendre à 100 km de là, à Kiffa, pour se faire de l'argent. Le problème est là aussi, de changer les habitudes alimentaires, cependant ce n'est pas forcément nécessaire.

On peut aussi augmenter les rendements d'une manière très simple, par exemple en vulgarisant une technique traditionnelle. Avec le *dzaiiss* par exemple, en saison sèche les paysans font un petit trou dans la terre de 30 cm de profondeur sur 30 cm de large, soit 2 ou 3 trous par mètre carré. Le vent apporte un peu de poussière et de feuilles et après les pluies la poche est amendée en surface, comme du compost. Avec cet ajout d'une poignée de compost environ par poche (ce qui correspond à peu près à une tonne de compost à l'hectare), on est passé d'un niveau rendement de 400 kg de mil à 800 kg et même jusqu'à 1200 kg. Il ne s'agit donc pas toujours d'apporter des révolutions techniques drastiques. Parfois des gestes très simples peuvent contribuer à une certaine autonomie alimentaire.

Alain Le Masson (CIRAD, développement de l'élevage) : vous avez parlé tout à l'heure de trois moyens pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire : la banque de céréales, l'amélioration de l'agriculture et la diversification. Mais ces moyens jouent à des échelles différentes.

Concernant la diversification, on pourrait prendre la spiruline, mais cela ne correspond qu'à quelques grammes, quelques kilos, et une famille qui rencontre des problèmes a besoin d'une tonne ! Pour l'amélioration de l'agriculture dont on a parlé, on peut et doit continuer à faire beaucoup de choses, on peut passer de 400 à 800 kg, en multipliant par 2 on a amélioré de 400 kg, mais si on doit trouver la tonne, on a toujours le problème. Nos chercheurs peuvent réussir à faire de l'agriculture qui sera de moins en moins gourmande en eau, mais il y aura toujours une limite. Et le réel problème de la production, c'est celui de la quantité totale de nourriture produite.

Et puis il y a le problème des prix, et là, on change d'échelle : si vous prenez les groupements et les banques céréalières, cela peut avoir un impact fantastique sur la survie des populations. On a travaillé au Tchad sur les budgets familiaux et on s'est rendu compte que 20 à 40 % des budgets étaient destinés aux achats alimentaires. Le kg de mil peut passer de 10 à 40.000 FCFA, si les gens ne maîtrisent pas cette spéculation-là, ils sont morts. Pendant ce temps, pour acheter ce mil qui est monté à 40.000 FCFA, ils sont tous obligés d'amener leurs vaches sur le marché, et le prix de ces vaches va s'effondrer. En année normale, s'ils veulent acheter une tonne de mil, il leur faut vendre une tête ou deux de bétail, mais l'année où ils ont des problèmes de récolte, il leur faut en vendre 4, 5 ou 6 têtes (le rapport passe de 1 à 4,5). C'est sur cela qu'il faut agir avant tout.

Si je prends le cas d'un petit groupement au Burkina-Faso, comme dans d'autres pays, à Djibo par exemple, il faut monter 70 petits groupements, unis en 5 petites unions, pour produire chaque année 800 tonnes de céréales et pouvoir le vendre à bon prix, à 10, 12 ou

15.000 FCFA le sac de 100 kilos et ne pas subir des prix de 30 ou 40.000 FCFA. Tout est complémentaire, mais à des degrés différents et c'est avant tout, là où il y a de grosses spéculations qu'il faut agir pour éviter qu'ils vendent tout leur bétail et ne tombent dans la misère.

Robert Morez : en complément on peut dire aussi qu'il faut arrêter les importations sauvages à des prix bradés au court mondial. C'est un problème de répartition d'autant qu'il y a aussi des aléas climatiques, avec des années de bonnes récoltes, et d'autres beaucoup moins bonnes avec la sécheresse, la baisse de la pluviométrie.

Les Anglais et les Français vendent de la viande dans les pays Africains à 1,25 FCFA le kilo, c'est une honte. A Dakar 500 petits agriculteurs ont dû mettre la clef sous la porte. On travaille 10 ans pour tenter d'installer des petits agriculteurs et puis en 2-3 ans ils s'écroulent sous le poids de la concurrence, que se soit avec les céréales ou avec la viande. Tout est complémentaire, il faut travailler au niveau de l'amélioration de la production, de la nutrition, du niveau des prix, mais cela ne pèse pas le même poids.

J'ai l'impression qu'en matière d'alimentation, les ONG interviennent surtout dans des contextes de famine et d'urgence. Qu'est-il fait en dehors de ces contextes, là où la malnutrition existe aussi ?

Yves Kameli : la malnutrition de l'urgence est quelque chose d'effectivement minime par rapport à la malnutrition du monde qui représente 850 millions de personnes qui souffrent de la faim et de carences, et ce chiffre est probablement sous-estimé. La faim comme on l'entend, c'est celle dont vous a parlé Hélène et Kristell, plus que l'urgence. L'urgence, ce sont des actions spécifiques qu'il faut mener parce que ces enfants-là sont des enfants en danger.

Vous avez parlé des ONG étrangères sur le terrain. N'y a-t-il pas des structures locales des Etats qui prennent en charge les gens avant la venue des ONG ? En dehors des situations de crise, y a-t-il des ONG qui font la prévention de ses crises ? On nous dit que la guerre se prépare en temps de paix mais en temps de paix, si on veut une expertise de ces ONG, on est obligé de les payer très cher et souvent les politiciens ou les administrateurs de ces pays sont obligés de laisser faire pour faire venir les ONG et l'argent. Enfin vous n'avez pas parlé de l'impact de l'éducation, ni de la politique sur les événements. Vous avez parlé des catastrophes naturelles, de la guerre, mais il y a des pays où il n'y a ni guerre, ni catastrophes naturelles et où les politiciens sont parfois irresponsables. Ils viennent sur place où ils sont bien reçus, mais on ne leur parle pas de ces problèmes-là.

Terre Nourricière : oui, il y a des associations, des ONG qui mettent en place des projets de développement sans attendre que les "petits français" viennent les aider.

Je vous ai parlé de Misola tout à l'heure, de ces groupements de femmes comme YAG-TU, qui avaient déjà mis en place des activités de développement, du maraîchage. Elles font des essais : par exemple, elles font sécher de la mangue pour la revendre à travers le pays, de même avec l'échalote, la fabrication Misola est venue se rajouter à leurs activités mais elles étaient déjà structurées en groupement de 40-50 femmes. On a rencontré d'autres groupements de paysans ou de femmes qui mettent eux-mêmes en place des choses. Puis quand des ONG françaises veulent proposer des projets, elles se rapprochent de ces groupements et travaillent avec eux. Le fait qu'une ONG les appuie augmente la dynamique des groupements. Très souvent les projets de développement partent d'un groupement de personnes sur le terrain.

Robert Morez : je voudrais évoquer le cas du Burkina-Faso où, du temps de Thomas Sankara, les cultures biologiques avaient été déclarées cultures nationales. Au 1er janvier 1989 à Ouagadougou, il y a eu une conférence internationale sur les mouvements de cultures biologiques et maintenant, (on a peut-être été les initiateurs avec Pierre Rabbi et d'autres) la culture biologique au Burkina-Faso est très bien implantée dans le pays. On estime à plusieurs centaines de milliers le nombre d'agriculteurs qui la pratiquent.

Anita Pelligrinelli : en tant qu'association, nous partons de la demande sur place des groupements déjà organisés. On apporte un peu d'argent, mais c'est surtout du savoir-faire, de l'échange de compétences et de la formation.

Pour nous, le nerf de la guerre, c'est la formation et la connaissance, se mettre ou se remettre au travail. Nous avons remarqué qu'après une catastrophe, il y a des savoirs endogènes perdus. Pour exemple, dans le Nord du Mali après la sécheresse, travailler au bord du fleuve et produire des légumes semblait être quelque chose d'inconnu. Les gens nous ont regardé faire et puis les vieux sont arrivés, ont expliqués ce qu'ils faisaient auparavant, et ils ont recommencé à faire le jardin.

Et il est important de travailler au niveau de l'éducation. Une autre association vient de se créer et de se greffer sur l'association centrale pour développer l'agriculture à l'école. Le programme développe un jardin par école, et ce dans les 7 écoles du village.

Robert Morez : tout cela demande un certain temps mais ça ne peut pas durer éternellement non plus. A Tinzaouaten à la frontière algéro-malienne, nous y sommes depuis 6 ans maintenant et peu à peu on va se retirer. On a eu un rôle de catalyseur pour discuter, retrouver les pratiques ancestrales et aussi redonner un peu d'espoir aux gens, qu'ils reprennent confiance en eux.

Un point important est la pérennité des opérations lancées par les ONG. Il serait peut-être intéressant d'avoir un historique, de retracer les différentes actions des ONG depuis les années des indépendances. Beaucoup se sont-elles succédées sur le terrain ? Qu'elle a été leur dimension et leur durée de présence ? Dans quelles zones ont-elles privilégié leurs actions, et pourquoi ? Qu'elle peut être la stratégie d'une ONG intervenant dans un pays comme le Mali ?

Robert Morez : à l'époque au Burkina-Faso, le gouvernement avait créé le ministère des ONG, il y avait plus de 360 ONG. On y trouvait un peu de tout, des associations confessionnelles, non confessionnelles, il y avait aussi des gens qui se faisaient un petit peu plaisir... Le problème est que bien souvent ces organisations ne sont pas vraiment coordonnées, il y a donc une perte d'énergie, de crédibilité. L'erreur est aussi que certaines associations amenaient de l'argent sans contrepartie, avec le risque de "faire des assistés". Il y a de tout, le pire comme le meilleur.

On peut faire un parallèle avec les actions de recherche, et dans certains pays il y a eu une forte densité des projets de recherche, on pourrait presque parler de surpâturage dans certaines zones. Dans certains pays, le problème se pose de la même façon car les ONG sont déjà trop nombreuses, beaucoup arrivent et se succèdent. Il faut de la coordination, au niveau local, international. Ce sont des problèmes de niveau planétaire et il ne s'agit pas de se refermer derrière nos frontières.

Une remarque sur le *plumpy nut*, produit sorti il y a un an ou deux et consacré à la nutrition des enfants. Sa production est délocalisée au Niger, cela donne un petit peu de travail

